



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/25042025/19
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250425-2504202539-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/04/2025
Publication : 30/04/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

DÉLIBÉRATIONS



Le 25 avril 2025 à 14h36 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE.

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Madame Mireille VACHE-PICAT
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Geneviève LARMARAUD

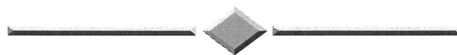
Étaient excusées :

Madame Annick LAMBARD, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 18 avril 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/25042025/19
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20250425-2504202539-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/04/2025
Publication : 30/04/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



19 RÈGLEMENT R.I.F.S.E.E.P. - ÉVOLUTIONS

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville et le C.C.A.S de Rouen disposent d'un même règlement relatif au Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.).

Par délibération du 12 décembre 2024, a été institué le bonus attractivité pour les professionnels de la Petite Enfance de la Ville de Rouen qui travaillent sur le terrain y compris les équipes de directions. Un nouveau règlement R.I.F.S.E.E.P. ainsi que la nouvelle grille métiers de fonctions ont été adoptés.

C'est pourquoi, le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à adopter le nouveau règlement R.I.F.S.E.E.P. ainsi que la nouvelle grille métiers de fonctions.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 créant le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.),

VU l'Avis du Comité Social Territorial (C.S.T.) rendu lors de sa séance du 2 décembre 2024,

VU la Grille métiers et le règlement joints en annexe de la présente délibération, formalisant les évolutions.

CONSIDÉRANT que la Ville de Rouen a décidé de faire bénéficier du bonus attractivité aux professionnels de la Petite Enfance,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'intégrer ce bonus attractivité dans la grille des métiers R.I.F.S.E.E.P. et dans le règlement pour les agents éligibles,

CONSIDÉRANT la nécessité de modifier le règlement R.I.F.S.E.E.P. commun à la Ville et au C.C.A.S. de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le nouveau règlement R.I.F.S.E.E.P. ainsi que la nouvelle grille métiers de fonctions ci-annexés.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.